

du membre supérieur, à une fréquence élevée et sous cadence contrainte	
--	--

[service-public.fr](http://service-public.fr)

&gt; Compte professionnel de prévention (C2P) : Seuils associés aux facteurs de risques professionnels

## D. 4163-3

Décret n°2017-1769 du 27 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur déclare l'exposition des travailleurs à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article **L. 4163-1**, en cohérence avec l'évaluation des risques prévue à l'article **L. 4121-3**, au regard des conditions habituelles de travail caractérisant le poste occupé, appréciées en moyenne sur l'année, notamment à partir des données collectives mentionnées au 1° de l'article **R. 4121-1-1**.

Pour établir cette déclaration, l'employeur peut utiliser, le cas échéant, les postes, métiers ou situations de travail définis dans l'accord collectif de branche étendu mentionné au II de l'article **L. 4162-1** ou, à défaut de cet accord collectif, définis par le référentiel professionnel de branche homologué mentionné au II de l'article **L. 4163-2** et déterminant l'exposition des travailleurs aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article **L. 4163-1**, en tenant compte des mesures de protection collectives et individuelles appliquées.

Dans le cadre du suivi individuel de l'état de santé du travailleur, le professionnel de santé mentionné au premier alinéa de l'article **L. 4624-1** peut demander à l'employeur la communication des informations qu'il déclare en application de l'article **L. 4163-1**. Le cas échéant, ces informations complètent le dossier médical en santé au travail du travailleur.

## D. 4163-4

Décret n°2017-1769 du 27 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour les travailleurs mentionnés au 2° du V de l'article **L. 4163-1**, qui ne sont pas susceptibles d'acquérir des droits au titre du compte professionnel de prévention dans les conditions fixées aux articles **L. 4163-4** et suivants et qui sont exposés à des facteurs de risques dans les conditions prévues au I de l'article **L. 4163-1**, à l'exception des travailleurs soumis à un suivi des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels approuvé par arrêté, l'employeur établit une fiche individuelle de suivi indiquant les facteurs de risques professionnels mentionnés à cet article auxquels ils sont exposés au-delà des seuils prévus à l'article **D. 4163-2**. L'exposition de ces travailleurs est évaluée en cohérence avec l'évaluation des risques prévue à l'article **L. 4121-3**.

L'employeur remet cette fiche au travailleur au terme de chaque année civile. Il la transmet au travailleur dont le contrat s'achève au cours de l'année civile au plus tard le dernier jour du mois suivant la date de fin de contrat. L'employeur conserve par tout moyen les fiches de suivi des expositions de ses salariés pendant cinq ans après l'année à laquelle elles se rapportent.

Dans le cadre du suivi individuel de l'état de santé du travailleur, le professionnel de santé mentionné au premier alinéa de l'article **L. 4624-1** peut demander à l'employeur la communication de la fiche individuelle de suivi. Le cas échéant, la fiche individuelle de suivi complète le dossier médical en santé au travail du travailleur.

## D. 4163-5

Décret n°2017-1769 du 27 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'exposition des travailleurs au regard des seuils mentionnés à l'article **D. 4163-2** est appréciée après application des mesures de protection collective et individuelle.

Lorsque la durée minimale d'exposition est décomptée en nombre d'heures an, le dépassement du seuil est apprécié en cumulant les durées pendant lesquelles se déroulent chacune des actions ou pendant lesquelles chacune des situations sont constatées.